



Section d'Hénin-Beaumont

Compte-rendu du comité de section du 19/10/05

9 présents, 5 excusés

Intervention de Marie-Serge OPIGEZ

La politique de la droite est d'une violence que les Français n'ont que rarement connue dans le passé. Elle est décidée à casser ce qui reste de notre modèle social dont beaucoup remonte aux grandes conquêtes de la Libération.

Aveugles et sourds au message des urnes, Chirac et son gouvernement Villepin-Sarkozy ont choisi de passer outre, en accentuant le rythme et la nocivité de leur politique pour adapter avec une brutalité inouïe, notre pays aux exigences du capitalisme mondialisé.

Leur politique est un encouragement incessant à licencier, à délocaliser, à utiliser le chantage à l'emploi pour baisser les salaires, accroître les gains boursiers et les projets financiers.

Le jeu de massacre auquel ils se livrent s'accélère et rien n'y échappe. Ils privatisent à tour de bras : les autoroutes, EDF-GDF et, après 24 jours de grève, la dernière en date, la SNCF. Ce n'est pas de gaieté de cœur que les grévistes ont repris le travail, mais ils ne pouvaient pas prendre la responsabilité du dépôt de bilan. Il n'ont pas pour autant renoncé au combat qui, le promettent-ils, prendra d'autres formes.

Chirac et son gouvernement s'attaquent également au cœur des droits sociaux en faisant voler en éclat le droit du travail par la mise en place du Contrat Nouvelle Embauche instaurant pour les patrons le pouvoir de licencier à leur gré tout nouvel embauché durant deux années dans les entreprises de vingt salariés au moins.

Ils soumettent les chômeurs à l'obligation d'accepter n'importe quel travail sous la menace de perdre les Assedic. Ils veulent mettre en place un CDD pour les seniors. Ils bricolent la fiscalité pour réduire l'impôt des plus riches (l'ISF).

Ils font du Le Pen en reprenant à leur compte ses propos xénophobes et son discours d'exclusion ciblant les migrants : rafles, expulsions, reconduites aux frontières se déchaînent quotidiennement pour atteindre un niveau socialement et humainement intolérable. Le chômage ne cesse de grimper, les salaires baissent, la misère s'étend, il n'y a plus que les mots compétitivité et délocalisation qui font recette. La bourse a fait au cours des six premiers mois de cette année 30 % de profits.

Il y a une inquiétude croissante sur l'évolution de la société. La colère monte : en atteste l'imposante journée nationale d'action du 4 octobre.

Certains ont considéré – et le gouvernement comme le MEDEF voudraient bien y croire – que le 4 octobre n'était qu'un coup de gueule sans lendemain, une vague de mécontentement de plus, venant se briser sur la détermination d'un pouvoir illégitime au regard de ses trois revers électoraux consécutifs (élections régionales et européennes et le 29 mai), légiférant par ordonnances, caricature du déni de démocratie.

Il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre. C'est afficher beaucoup de mépris pour ceux qui exprimaient avec force leur révolte et leur colère ce jour-là, comme pour les 3 français sur 4 qui n'ont plus confiance aujourd'hui dans les politiques et désapprouvent le choix de

Villepin. C'est ignorer la détermination des manifestants du 4 octobre et de ceux qui ont manifesté et se sont exprimés depuis. Cette forte mobilisation est en train de changer le paysage politique.

En finir avec les politiques néolibérales, c'est possible. Possible à condition que les partis politiques à gauche tirent toutes les leçons des erreurs du passé. Possible à condition que nous soyons capables de construire un débouché politique aux luttes, débouché porteur d'une véritable alternative. C'est pour en discuter et proposer des pistes qu'un rassemblement national est organisé à Paris avec Marie-George Buffet ce samedi à Paris à 15 heures. La fédération organise un bus pour permettre le déplacement, le rendez-vous est fixé à 11h30 à la gare de Lens.

Par ailleurs, une rencontre-échange sur le thème « *des luttes au changement politique* » avec les syndicalistes sera organisée par la fédération du Pas-de-Calais le mercredi 16 novembre à Divion – c'est malheureusement le jour du comité de section pour lequel nous avons réservé comme d'habitude la salle Krupa. L'objectif de cette rencontre-échange est d'associer un maximum de travailleurs à l'élaboration, dans le cadre du 33^{ème} congrès, d'un programme alternatif et à notre réflexion sur la stratégie politique à mettre en œuvre. Il y a une très forte attente et nous devons y répondre.

L'idée d'une stratégie d'union populaire que nous voulons mettre en place n'a rien à voir avec la réédition de « *l'union de la gauche* » ou de la « *gauche plurielle* ».

Nous ne recommencerons pas ce qui a échoué. Ce que nous voulons, c'est construire un rassemblement dans les luttes, faire évoluer la conscience politique et inscrire dans cette démarche notre projet communiste qui nous sera soumis, espérons-le, dans la préparation de notre 33^{ème} congrès.

D'ici là, il nous faut rassembler, agir, être près des gens.

Au chapitre des informations diverses, chaque adhérent du PCF recevra dès 2006 une nouvelle carte d'adhérent plastifiée et rigide qui sera valable trois ans.

Discussion

Michel VOLANTI constate que le point de départ du mécontentement populaire a été le vote du 29 mai dernier. Le PCF doit s'appuyer sur la dynamique du vote « Non » pour rassembler autour de lui. Il faut porter les exigences que nous avons mises en avant durant la campagne et sur lesquelles les citoyens se sont mobilisés, mais il nous faut aussi soumettre aux citoyens nos analyses, comme nous avons su le faire durant la campagne référendaire.

Guy CREUZE partage ce souci. Sur le plan des alliances, cela signifie que nous pouvons bien entendu nous retrouver dans les luttes avec Laurent Fabius, comme avec Olivier Besancenot, mais « avec » ne signifie pas « derrière ». Le Parti Communiste doit porter ses propres analyses.

Michel VOLANTI ajoute qu'il se sent plus proche d'un homme de droite ayant voté « Non » au référendum que d'un homme de gauche ayant voté « Oui », car un homme de droite ayant voté « Non », même s'il l'a fait pour de toutes autres raisons que les nôtres, a défendu les travailleurs, ce que n'ont pas fait les tenants du « Oui » de gauche qui défendaient une Europe partie prenante de la mondialisation néolibérale.

Les récents exemples allemands et italiens montrent que les choix libéraux des gouvernements sont contestés et qu'il y a un espace politique pour une gauche réellement de gauche – comme le Linkspartei allemand ou le PRC italien.

Cela, même François Bayrou semble l'avoir compris et c'est la raison pour laquelle il se démarque désormais du gouvernement et de l'UMP. Il nous revient de montrer aux électeurs que cette opposition est factice et que le PCF est porteur d'une opposition à la fois radicale et cohérente aux choix politiques libéraux qui sont mis en œuvre.

C'est un double combat que nous avons à mener, à la fois à l'intérieur de notre parti pour qu'il adopte une ligne plus claire et plus ferme et à l'extérieur, contre la droite et sa politique. Ce double combat, nous ne sommes pas seuls à le mener et même au Parti Socialiste, des camarades mènent aussi ce double combat.

Jean-Paul GLORIEUX s'interroge sur le sens du « Non » à la Constitution européenne que le PCF a porté durant la campagne référendaire. Comme beaucoup de militants du Pas-de-Calais, qu'ils soient ou non membres du Parti Communiste, il s'est battu pour un « Non » de lutte des classes, mais était-ce réellement le cas de la direction du PCF ?

Dans tous les discours tenus par la direction du Parti Communiste revenait l'idée de construire « une autre Europe ». C'est sur des mots d'ordre sociaux-démocrates que la direction du PCF a fait campagne, sur les mêmes mots d'ordre que Laurent Fabius ou José Bové.

A cet égard, si les militants du PRCF ont fait un choix désastreux en quittant le PCF pour créer un petit parti privé d'audience, tout en affaiblissant la composante marxiste du Parti Communiste, eux ont au moins fait une campagne référendaire réellement communiste.

David NOËL tient à distinguer social-démocratie et social-libéralisme. La social-démocratie théorisée par Jaurès et Kautsky au début du siècle rejette l'idée de révolution et entend construire une société plus juste par le biais de réformes graduelles. Longtemps, la SFIO et le PS ont été des partis sociaux-démocrates. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : le social-libéralisme se distingue radicalement de la social-démocratie, puisqu'il ne s'agit plus de mettre en œuvre des réformes graduelles, mais d'adapter la société à l'économie de marché capitaliste mondialisée. Aucune accord, aucune alliance électorale ne sont possibles avec les sociaux-libéraux et leur politique de contre-réformes.

Toute l'ambiguïté du positionnement actuel du PCF est qu'il a adopté un discours antilibéral ; or, si l'antilibéralisme théorisé par des associations comme Attac ou la Fondation Copernic peut fédérer la gauche, de la LCR aux sociaux-démocrates du PS, il ne peut pas se substituer à notre pensée propre. Le PCF peut et doit assumer son communisme.

Guy CREUZE ajoute que pour sa part, il est fier d'être utopiste. L'utopie communiste reste plus que jamais d'actualité. En réalité, aucune nation n'a mis en œuvre le communisme. L'Union Soviétique et les pays de l'Est ont dévoyé le communisme et le marxisme. Nous devons en être pleinement conscients pour retrouver notre fierté d'être communistes.

David NOËL revient sur la nécessité de se former qui avait été mise en avant par Maurice ORS lors du dernier comité de section. Alors que le dernier film de Pierre Carles, « *Ni vieux ni traîtres* » sort sur les écrans en ce moment, nous pourrions nous retrouver en comité de section autour d'un film comme « *Attention Danger Travail* », qui pose de nombreuses questions et qui invite à la réflexion.

Marie-Serge OPIGEZ objecte que pour des raisons de temps, il lui paraît difficile de mener dans la même soirée un comité de section et d'assister à la projection d'un film.

Guy CREUZE se propose de contacter les services municipaux concernés pour leur proposer qu'un film militant que nous aurions choisi soit projeté dans le cadre des « *Jeudis de la Citoyenneté* » et suivi d'un temps d'échange avec les militants communistes, sous une forme (et éventuellement avec un intervenant de la fédération) qui reste à définir.